Jacques RIBOUD

EXPANSION ÉCONOMIQUE

Nouvelles propositions

ÉDITIONS MAZARINE
PARIS

SOMMAIRE

Préface de François Mialaret 11
Avant-Propos 15
Guide de Lecture 19

PREMIÈRE PARTIE

ANALYSE ET EXPOSÉ

*** Chapitre I – Expansion - Son caractère inéluctable. 23
*** Chapitre II – Mécanisme de l'Expansion 33
Chapitre III – Source d'apports - Rôle de l'Etat 41
Chapitre IV – Usage des apports 53
Chapitre V – Moyens actuels de régulation 57
*** Chapitre VI – Motivation 75
*** Chapitre VII – Garantie Généralisée d'entreprise 83
Chapitre VIII – Régimes de garantie en vigueur..... 93
Chapitre IX – Schéma d'organisation administrative. 107

DEUXIÈME PARTIE

APPLICATION

** Chapitre X – Application : Grandes entreprises..... 115
** Chapitre XI – Petites et moyennes entreprises 125
* Chapitre XII – Banques 135
* Chapitre XIII – Recherche appliquée 141
* Chapitre XIV – Epargne 147
* Chapitre XV – Crédit à la consommation 155
** Chapitre XVI – Construction 165
** Chapitre XVII – Plan de développement économique et social 185
** Chapitre XVIII – Régulation 207
* Chapitre XIX – Structures 219
** Chapitre XX – Observations et objections 225
Conclusion 245

PRÉFACE

Jacques RIBOUD n'a pas fini de nous surprendre ! Tout en restant pétrolier, il s'était déjà fait bâtisseur de cités, mais ses amis, eux-mêmes, ne l'ont pas cru lorsqu'il leur annonça qu'il écrivait un livre d'économie politique. Pourtant ce livre est terminé. Je l'ai lu avec un intérêt toujours croissant. Il sera lu par beaucoup d'autres à qui je me permets de conseiller de ne pas suivre les suggestions de l'auteur qui, par modestie, ou souci du rendement, leur propose de sauter des pages ou des chapitres...

Jacques RIBOUD, n'a pas écrit pour le plaisir d'aborder une activité nouvelle. Toute sa vie a été consacrée à l'expansion économique, à la préoccupation de l'efficience « de la haute valence » diront bientôt ses lecteurs. Lorsqu'il parle du pétrole, de la recherche appliquée, de la construction, du financement immobilier aux Etats-Unis, il traite de questions qui lui sont familières. Il signale les difficultés qu'il a rencontrées et qui auraient arrêté un créateur moins obstiné que lui, mais — c'est là son originalité et son mérite — il ne se perd pas en critiques stériles, il cherche à résoudre et à construire. Convaincu des avantages de la libre entreprise, certain, par ailleurs, de la nécessité de l'intervention de l'Etat pour éviter l'anarchie économique, promouvoir l'expansion et éviter les crises, il se refuse à opposer initiative privée et action de l'Etat. Il apporte son expérience d'industriel, suggère une solution à l'économiste et au responsable des finances publiques.

Tout le livre est consacré à l'efficience. Mais l'auteur ne prend pas parti, bien au contraire, pour la « civilisation du frigidaire ». Il n'est pas partisan non plus de la « civilisation de l'assurance » même lorsqu'emporté par son élan il propose de garantir les parents contre l'échec de la formation de leurs

enfants... Il demande que le pouvoir politique détermine les « hautes valences », les éléments vraiment importants pour l'homme. Ces éléments, il sait que ce ne sont pas les réfrigérateurs, mais la science, la culture, les valeurs spirituelles. Il pense qu'un patron ou un Etat est moralement coupable en imposant des travaux inutiles, en laissant inemployées des valeurs et des bonnes volontés, en empêchant ainsi des œuvres utiles. Mais si la détermination des « hautes valences » est œuvre politique, leur promotion doit être confiée à des professionnels. Cette affirmation et les développements qui l'accompagnent sont la partie la plus originale du livre. Nul ne s'y trompera : les autres idées de Jacques RIBOUD paraîtront à tous acceptables, intéressantes, mais la délégation confiée par le politique aux professionnels semblera souvent inacceptable ou utopique. C'est à elle pourtant qu'il convient de réfléchir si l'on ne veut pas se laisser enfermer dans des formules telles que dirigisme ou libéralisme.

Une foule de tâches — une foule de risques — dépassent aujourd'hui les entreprises privées, même les plus grandes, tout au moins dans notre pays. Or l'Etat, avec sa structure terriblement lourde, est bien mal placé pour accomplir ces tâches. Jacques RIBOUD saisit parfaitement le dilemme, mais il refuse de s'y laisser enfermer. Et il veut éviter que l'Etat, lorsqu'il est amené à tort ou à raison à se faire directement entrepreneur, considère le secteur privé comme un concurrent dont il doit triompher, emploie pour vaincre les méthodes mêmes qu'il reproche à d'autres et oublie curieusement l'intérêt général au nom duquel il a commencé son action.

On peut reprocher à Jacques RIBOUD de croire au surhomme, à l'efficacité d'un petit groupe de sages qui devra être insensible aux influences politiques — et pourtant son domaine sera politique impartial — et pourtant il ne devra pas faire de l'égalité sa loi. A ceux qu'effraient ces difficultés, Jacques RIBOUD répond, inlassablement : « Préférez-vous ne rien faire ? »

Je me souviens d'avoir vu, au cours de ma carrière bancaire, accorder aux sociétés d'une certaine branche indus-

trielle des crédits insuffisants pour qu'aucune se modernise complètement, mais qui devaient, globalement, conduire à une surproduction certaine. J'ai souvent affirmé qu'un choix était nécessaire et il me fut toujours répondu : « Par quelle autorité ? suivant quel critère ? » La réponse de Jacques RIBOUD ne sera pas jugée suffisante par tous. Elle apporte cependant une amorce de solution car il est moins injuste de refuser une garantie que de refuser un crédit ou d'interdire un développement. Jacques RIBOUD propose une structure. Elle évite, affirme-t-il, divers périls. Mais il sera le premier à proclamer que la structure sera ce que seront les hommes. Progressivement, inconsciemment peut-être, un grand nombre de ses idées seront appliquées. Si les pouvoirs publics ont la sagesse de faire appel à des compétences privées, si celles-ci ont conscience de l'honneur qui leur est fait et se consacrent essentiellement à leur nouvelle tâche, je ne doute pas que nous puissions échapper au mélange actuel d'anarchie et d'autoritarisme pour parvenir à une économie où les chances seront données à chacun de devenir un créateur, sans être un aventurier.

F. MIALARET

AVANT-PROPOS

L'analyse de notre Economie, de son fonctionnement, des conditions requises pour qu'elle atteigne un rythme d'expansion rapide et régulier, fait apparaître la nécessité de ce qu'en technologie industrielle, on appelle un régulateur.

Un régulateur (qu'il ne faut pas confondre avec un stabilisateur) peut être défini, dans son sens le plus étendu, comme un dispositif servant à commander le fonctionnement d'une machine ou d'un appareil. C'est lui qui parfois élabore et toujours transmet aux différentes parties d'une machine, les impulsions nécessaires pour qu'elle assure le service requis, dans les meilleures conditions d'efficacité et de rendement. Un régulateur accélère ou freine, répartit et distribue les flux qui alimentent ou traversent un appareil, allume ou éteint des signaux, ouvre ou ferme des vannes. Il peut être automatique ou manuel et exige à des degrés divers, l'intervention d'un opérateur humain, responsable.

En fin de compte un régulateur est essentiellement destiné non à remplacer le cerveau humain mais à permettre à un petit nombre d'opérateurs compétents d'agir de la façon la plus judicieuse et la plus efficace : une pédale d'accélérateur et sa timonerie, la tour de contrôle d'un terrain d'aviation sont des dispositifs de régulation.

En mécanique appliquée, la nécessité d'une régulation n'a pas besoin d'être démontrée. L'évolution technologique, la réduction de l'effort, l'augmentation de la production et l'amélioration des rendements reposent sur elle. En matière d'économie, notamment dans le système, qui est le nôtre, d'économie concertée, l'usage de régulateurs s'impose de la même façon, que l'on recherche la croissance, l'élévation du niveau de vie à un rythme accéléré, ou

simplement la correction de troubles cycliques. Les buts fixés ne pourront être atteints que si les conditions de production optimales sont réalisées, si le flot des biens et services produits par la Nation est proprement distribué et dirigé vers les usages les plus judicieux. Rares sont, aujourd'hui, en France, ceux qui s'attardent dans la défense d'un libéralisme intégral sans contrainte, sans guide et sans impulsion.

La nécessité de substituer à l'anarchie des initiatives, des abstentions, ou des refus, un plan qui coordonne les efforts, réduise les causes de perte et, plus encore, mette en jeu et utilise complètement toutes les forces de production, n'est plus contestée. Mais si le principe en est reconnu, les moyens manquent de réaliser les programmes et d'assurer l'exécution de directives qui, presque toujours recherchent une adhésion librement consentie.

Les défauts de notre système et des freins naturels appliqués à l'Expansion préoccupent les experts. En fait, les déficiences, les faiblesses de notre régime économique sont perceptibles par chacun et le véritable problème est moins de déterminer ce qu'il faut faire que les moyens d'y parvenir, et de surmonter, à cette fin, les obstacles que constituent :

— L'impossibilité, constatée, de modifier profondément les structures existantes en raison des résistances développées, même lorsque l'intérêt général le commande ;

— L'exclusion de nombreux moyens de contrainte qui seraient en opposition avec les principes de nos institutions libérales et démocratiques ;

— L'absence, au niveau de l'Etat, d'un système administratif capable d'assumer les tâches requises. L'action attendue de lui, implique, en effet, dans la fonction publique, un personnel, une organisation, des méthodes de travail, tout un ensemble d'exigences qui l'écrase.

Sur ces points, il ne paraît pas déraisonnable d'essayer de transposer, dans le domaine économique, ce qui constitue l'essence même de la régulation industrielle : En mécanique

appliquée comme en économie, il s'agit de concevoir un dispositif adapté à un appareil ou une structure existante, capable d'en commander efficacement le fonctionnement et, exigeant, pour sa conduite, des opérateurs qualifiés, en petit nombre.

*
* *

Mais, l'économie d'un côté, la technique industrielle de l'autre, sont des domaines si éloignés qu'on peut s'étonner de les voir ici réunis et même s'offusquer de ce que soient demandés, à la seconde, une inspiration et des exemples destinés à la première. Ces comparaisons, qui ne sont d'ailleurs que des images, ne semblent guère s'accorder avec le retranchement dans lequel la théorie économique s'est longtemps maintenue à l'égard de la pensée active dans les domaines industriels, financiers et même politiques.

Aujourd'hui, la participation directe des animateurs du secteur privé, en même temps que celle des dirigeants des grands services publics, à l'expansion, à l'établissement de Plans et à leur exécution, justifient, de leur part, une intervention dans l'analyse des méthodes et même dans l'élaboration de conceptions nouvelles. L'expérience pratique, en ce domaine, n'est pas un handicap. Elle est féconde lorsqu'il s'agit d'analyser un système économique, d'en discuter le fonctionnement et d'élaborer les moyens capables d'en corriger certaines déficiences.

Quand on veut parler d'investissement, de risque ou de crédit, il n'est pas mauvais d'avoir soi-même, et pour son propre compte, construit, entrepris et emprunté. On s'étonnerait, à coup sûr, d'un livre sur l'automobile dont l'auteur n'aurait jamais tenu un volant, ni démonté un moteur, dont les théories seraient inaccessibles au constructeur de voitures et à ses ingénieurs, et dont, au surplus, la lecture ne leur serait pas conseillée.

L'étude des phénomènes économiques ne peut que tirer profit de l'observation et plus encore de la participation à la direction et aux aléas des affaires. Mais cette

expérience elle-même doit être étendue car les aspects de l'activité sont multiples. Ceux qui participent à cette activité et jouent un rôle dans l'expansion peuvent être répartis en différents groupes : les grandes sociétés anonymes en constituent un ; les entreprises personnelles en forment un autre, tout comme les artisans, les commerçants, les « ménages » (*).

Les dirigeants des grandes sociétés anonymes, d'appartenance publique ou privée, sont pour la plupart des professionnels de la gestion ; ils ne sont pas propriétaires des affaires qu'ils dirigent. Ceux dont les biens sont engagés dans les entreprises qu'ils animent, sont confrontés par des problèmes et obéissent à des mobiles qui leur sont propres. D'avoir appliqué, comme eux, les règles d'un jeu difficile et actionné les mécanismes, parfois étranges, des systèmes qui se sont développés depuis la guerre ne peut, croyons-nous, que contribuer utilement à l'étude engagée.

*
* *

Il n'est pas surprenant que l'analyse d'un système — et de ses insuffisances — amène à rechercher des méthodes susceptibles de l'améliorer. C'est ce que nous avons tenté dans cet ouvrage.

Nous avons essayé de montrer comment, en généralisant dans de vastes proportions, et en organisant la protection, contre le risque, d'opérations fondées sur le futur, qu'elles soient entreprises par un industriel, un commerçant ou un consommateur, il est possible de corriger, dans une certaine mesure, les défauts de notre régime et d'accélérer et régulariser la croissance de l'économie.

On peut estimer une pareille tentative présomptueuse. Mais en face des déficiences actuelles, les divergences, les incertitudes des doctrines et des méthodes correctives qui sont proposées semblent prouver que le sujet n'est pas épuisé, et que le projet avancé dans cet ouvrage peut trouver une place parmi les systèmes susceptibles de contribuer à la grande « mutation » qui se prépare.

PREMIÈRE PARTIE

ANALYSE ET EXPOSÉ

***CHAPITRE I

EXPANSION : *Son caractère inéluctable*

L'expansion économique est à l'ordre du jour. C'est l'objectif désigné vers lequel tous les efforts de la Nation doivent converger. Les index de production globale, de revenu national, les coefficients de croissance, ne sont plus des termes abstraits à l'usage des seuls économistes. On les scrute, on les analyse, on s'en sert même à des fins politiques. Des pays, hier encore presque barbares, font étalage de leur développement rapide — et récent — et raillent « l'essoufflement » de la production américaine. Les polémistes interviennent, accablent le Pouvoir, condamnent les régimes : Un auteur anglais, Michel Shanks, fait paraître un livre au titre évocateur « The Stagnant Society ».

De telles présentations des faits, les simplifications excessives qui les accompagnent sont trompeuses. La complexité des phénomènes économiques rend les comparaisons fragiles ; les données statistiques sont d'une interprétation ardue même lorsqu'elles proviennent de comptabilités détaillées et reposent sur des bases bien définies ; on imagine ce que signifient des chiffres sans support économique sérieux et de toute façon incontrôlables. Il faut se garder, en cette matière, de conclusions hâtives. Il n'en reste pas moins qu'une tendance demeure, que cette préoccupation, cette orientation vers la croissance économique sont salutaires, que, même si les conclusions tirées de l'étude des phénomènes économiques sont erronées et les

commentaires faussés par la passion politique, le principe de l'expansion, sa nécessité, s'affirment. Nul ne les conteste plus.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Il fut un temps, dont une génération tout entière a gardé l'amer souvenir, où des économistes avertis, des hommes d'affaires, des hommes politiques influents, voyaient dans la « récession », dans la décadence économique, un phénomène inévitable et justifiaient la crise par des raisons politiques, sociales, morales même. Tous n'étaient pas d'accord sur les causes et les remèdes mais presque tous étaient d'accord pour prêcher la résignation.

De telles exhortations seraient vaines aujourd'hui. Il ne servirait à rien de démontrer le caractère inévitable des « cycles de production », d'invoquer le « gonflement des stocks », le « réajustement nécessaire du système » et la « remise en ordre des lignes de forces ». L'indigence de ces conceptions est flagrante et les grands mots seraient sans effet sur la Masse. Ils lui feraient peut-être accepter quelques phénomènes accidentels, de courte durée, pas la stagnation prolongée, à plus forte raison un recul de ses conditions d'existence.

Pourquoi cette révolte ? Parce que les hommes sont maintenant pleinement conscients d'avoir définitivement maîtrisé les forces de la nature, d'avoir asservi les puissances de production. Ils savent qu'ils ont à leur portée, sous la main, la possibilité de tout avoir, de tout possèder, de jouir des choses que la planète peut produire. Que c'est affaire seulement d'organisation et de méthode.

En fait, ceci n'est pas nouveau : la recherche du bien-être, le désir d'améliorer les conditions d'existence ne datent pas d'hier et les méthodes pour y parvenir sont connues depuis longtemps : les moyens de capter l'énergie et de la distribuer, de réduire, par la machine, l'effort à l'usine et dans les champs, ont été révélés à l'homme il y a maintes décades. Les réserves de puissance, que recèle la nature, sont mieux connues. Les moyens de les convertir en bien-être sont plus efficaces qu'autrefois, mais ce qu'on

savait, aurait suffi il y a trente ans. Ce qui est réellement nouveau, ce que les vingt dernières années ont fait apparaître avec clarté, est la disproportion entre ce que l'homme pourrait posséder et ce dont il dispose effectivement.

Ecoutons ce qu'en dit Wathsnam : « La foule est là « qui se presse devant des vitrines brillamment éclairées et « regorgeant de marchandises ; elle se sert tous les jours un « peu mieux ; elle n'emporte pas tout ce qui la tente, mais « elle espère ; elle n'acceptera pas que soit baissé le rideau « et qu'on accroche une pancarte : Fermé pour cause de « crise économique ; elle forcera les grilles. Que vaudront « pour arrêter cette poussée les barrages sentimentaux, les « menaces qu'un régime purement matérialiste et autori- « taire ferait peser sur les libertés ? La crainte d'un étouf- « fement du régime démocratique suffira-t-elle pour endiguer « la pression populaire ? Rien n'est moins certain et nos « systèmes, économique, politique, social, seront mis en « cause s'ils ne peuvent servir, à chacun, la ration de bien- « être à laquelle il croit avoir droit.

« Au tribunal de l'opinion, les thèmes de l'accusation « auront changé : Ce ne seront plus l'injustice, la répartition « arbitraire des richesses qui seront invoquées ; c'est sur « le plan technique que les débats se situeront et le système « sera condamné pour inefficacité ; tel un vieux moteur « hors d'usage, on réclamera sa mise à la ferraille parce « qu'incapable d'assurer les services exigés. »

De ces aspirations profondes qui remuent les Masses, les Classes dirigeantes et possédantes prennent aujourd'hui conscience. Elles commencent à percevoir l'inutilité, le danger de s'opposer à une évolution inévitable, le risque qu'elles feraient ainsi courir à leurs privilèges ; bien mieux, elles se mettent à la tête du mouvement et proclament qu'il est possible de créer des richesses nouvelles, que tous peuvent en avoir leur part, que l'expansion économique donne, tout en conservant les avantages acquis, les moyens de satisfaire les aspirations matérielles, culturelles, spirituelles de chacun.

L'accord se réalise sur l'objectif : créer et produire, répartir équitablement, épargner les souffrances inutiles d'une crise économique.

*
* *

Notre système en a-t-il les moyens ? A coup sûr, dans un passé récent, il ne les a pas eus et il s'est révélé impuissant à conjurer la crise qui a secoué le Monde au cours de la décade 1930-1940. C'est aux Etats-Unis qu'il faut en avoir été le témoin pour apprécier la virulence avec laquelle elle a attaqué un organisme dépourvu de moyens de défense. Les images restent à la mémoire de ceux qui ont vu Pittsburg silencieux, vide, sous un ciel pur qu'aucune fumée ne souillait plus, Détroit, parcouru par des foules désœuvrées traînant leur ennui dans les rues désertées par les voitures, et, dans les pleines du Middle West, balayées par la poussière, les « Oakies », misérables, distillant, pour vivre, de l'alcool de contrebande.

La crise a été aux Etats-Unis ce qu'ont été en Europe les grandes épidémies du Moyen Age ; ceci explique les traces durables qu'elle a laissées, une amertume, une appréhension que les statistiques justifient : Deux ans après le « black Friday » d'octobre 1929, l'index de la production industrielle américaine était tombé de 110 à 67. Les émissions de valeurs qui s'étaient élevées à 9 milliards de dollars en 1929 n'étaient plus que de 709 millions en 1933 (*). Le nombre de chômeurs, de 2.900.000, était passé à 13 millions et demi, soit plus d'un quart de la population active. Les économistes américains ont calculé que la perte ou plutôt le manque à produire de l'Economie pendant la décade 1930-1940 s'est élevé à 300 milliards de dollars, soit 600 milliards actuels. Un système économique qui avoue de semblables déficiences a quelque mal à se justifier et, malgré les progrès réalisés dans les moyens d'intervention de l'Etat, on ne peut s'étonner des inquiétudes qui persistent.

Certains ne manquent pas de mettre en regard l'état de prospérité qui pourrait être atteint rapidement par

l'Humanité, à la seule condition d'une organisation adéquate des hommes et des moyens. Ils citent, à titre d'exemple, les résultats qui seraient obtenus par un groupe d'êtres humains qualifiés, amenés sur un territoire inhabité mais doté de ressources naturelles convenables, comparables à celles des Pays Occidentaux, et auquel on prêterait, au début de l'expérience, en matériels et en moyens, un capital suffisant. A condition de s'organiser, c'est-à-dire de trouver, à l'échelon de la société, une efficacité comparable à celle de l'industrie moderne, ces hommes pourraient, en un laps de temps étonnamment court, rembourser intégralement le capital prêté, payer les intérêts, renouveler l'équipement de production et, en outre, atteindre un degré de bien-être matériel, collectif et familial, au moins égal à celui des Etats-Unis.

C'est là, évidemment, un cas théorique et même une figure abstraite ; mais à l'échelon de la société humaine, ce raisonnement n'est pas différent de celui d'un constructeur de machines qui commence par déterminer, par le calcul, les résultats et le rendement qu'il peut escompter et qui s'efforce ensuite, par le dessin des pièces et leur agencement, de s'en rapprocher. De la même façon, les ingénieurs organisent et règlent les unités de production, par comparaison avec les normes, fixées par calcul ou par expérience. Des exemples concrets des possibilités de l'économie existent, voisins de la figure abstraite que nous venons de citer ; c'est celui de l'Allemagne de l'Ouest ; c'est aussi celui, plus frappant encore des Etats-Unis qui, de 1942 à 1952, ont pu mener une guerre victorieuse, assurer pour une bonne part la reconstruction du Monde, et en même temps faire accomplir, au niveau de vie de leur peuple, un bond encore jamais réalisé.

*
* *

L'observateur qui se penche sur l'évolution des trente dernières années ne peut qu'être frappé, à la fois par la fréquence des crises, ou des menaces de crises, et le potentiel

de prospérité de l'économie. Il ne peut manquer de se demander si le système actuel dispose de moyens suffisants pour parer aux premières, et exploiter, dans toute son ampleur, le second. Les instruments dont dispose l'Etat pour régler l'économie sont certes plus développés qu'il y a trente ans ; on sait aussi mieux les utiliser mais ils sont peu nombreux (monnaie, taux d'intérêt, crédit, taxation) et leur portée est limitée.

Il ne peut guère en être autrement en régime démocratique et libéral ; et il en sera ainsi tant que les hommes seront libres de disposer de leurs ressources comme ils l'entendent : celui qui préfère se gorger de caviar plutôt que de souscrire à une émission de l'E.D.F. ne contribue pas à la croissance de la Nation et, sur le front de l'économie, il n'est rien d'autre qu'un déserteur. Mais il n'encourt aucune sanction : l'Etat se contente de taxer le caviar, et de faciliter à l'E.D.F. le placement de ses obligations ; il peut aussi imposer les revenus de l'amateur de caviar et diriger sur l'E.D.F. les recettes fiscales qu'il s'est ainsi procurées, mais l'efficacité de telles mesures est limitée. Des ressources qui lui restent, chacun peut faire l'usage que bon lui semble. Un entrepreneur peut décider d'investir, il peut aussi différer sa décision : l'Etat se contente de le guider, éventuellement de l'aider. Il ne le contraint pas.

Un régime démocratique véritable, et qui entend le rester, ne doit pas dépasser certaines limites dans les contraintes qu'il exerce. Celles-ci sont garantes de nos libertés.

Le désordre, qui en est la conséquence, frappe depuis longtemps les esprits ; voici ce qu'il y a cinquante ans, en disait Caillaux, cité par Louis Marlio dans son livre *Le Sort du Capitalisme :* « Le désordre est partout : désordre « dans la production, désordre dans la distribution du « crédit. Le Monde entier me fait l'effet d'un orchestre « nègre, d'un de ces jazz où chacun des instrumentistes « tape à tour de bras, qui sur la grosse caisse, qui sur les « cymbales, à tort et à travers, sans souci des ensembles.

« Pour rétablir l'harmonie, il faut commencer par organiser « la prévision économique. Les capitaux ne seront fournis « qu'autant que leur emploi sera en relation stricte avec les « besoins de l'Humanité tels que la prévision économique « les aura dégagés. »

La prévision économique n'est pas tout. Ce que réclame l'auteur de ces lignes implique une certaine discipline ; et cependant, ni Caillaux, ni Louis Marlio, n'étaient des adversaires du système démocratique. Ils ne faisaient que reconnaître qu'aucune entreprise, dans laquelle la direction des affaires serait assurée de façon aussi désordonnée, ne resterait longtemps capable de résister à ses concurrentes.

*

A l'opposé, dans les Etats totalitaires, les planificateurs peuvent s'en donner à cœur joie, sûrs qu'ils sont de ne pas dépendre de l'humeur ou des penchants des millions d'êtres humains qu'ils ont pour tâche de diriger et d'organiser ; un tel avantage est capable de leur donner une avance certaine dans quelques secteurs, notamment ceux dans lesquels le résultat compte plus que le rendement car il les met en mesure de concentrer sur eux les efforts et les ressources de la Nation.

Les régimes collectivistes sont par contre moins heureux dans des activités largement diffusées : agriculture, manufacture, distribution, services ; ces activités, de par leur nature même et leur répartition entre des mains innombrables, sont réfractaires à la concentration des efforts et des moyens dont il vient d'être parlé. Elles sont, en outre, plus que d'autres, affectées par l'absence de ce stimulant sans égal qu'est la libre initiative. Enfin, elles ressentent pleinement les déficiences inhérentes au gigantisme et à la complexité — qui en est le corollaire — de l'appareil administratif.

De chaque côté, les forces et les faiblesses s'affirment : au système libéral, le bénéfice de la libre entreprise et de

ce qu'il peut susciter chez l'homme d'efforts, d'imagination et d'organisation spontanée ; au débit du système, la difficulté de coordonner, d'imposer, de planifier, en un mot de prendre des mesures en opposition avec les principes mêmes du régime.

Dans un Etat totalitaire, se retrouvent, inversés, les mêmes facteurs. Etouffement de l'initiative individuelle mais bénéfice d'une organisation globale imposée, permettant de diriger les efforts, d'orienter les conversions vers les usages les plus profitables à l'intérêt général. Avantage cependant compensé par la complexité de la tâche, la difficulté d'assurer, avec un rendement convenable, le fonctionnement administratif d'un système démesuré.

Mais ceci même prête à réflexion et il n'est pas évident que les Etats totalitaires ne parviennent à corriger leurs défauts d'organisation et ne réussissent à profiter de l'avantage que donne une planification intégrale. Nombreux sont les économistes américains qui admettent que le système Soviétique conserve une marge substantielle de progrès possible ; tandis que le système libéral ne pourra jamais, sans se renier soi-même, régler l'ordonnance de son économie, et la planifier complètement par voie autoritaire : on ne peut donc affirmer avec certitude que les états totalitaires ne reparviendront pas à rejoindre, dans le domaine de la production, les états libéraux ; il y a là une inconnue mais il n'est pas évident, si lourde que paraisse la tâche, que la machine industrielle soviétique ne puisse améliorer ses rendements et son efficacité.

Qu'importe, diront certains, le prix payé en contrainte, en perte de liberté, sera trop élevé ; il rebutera la Masse. Beaucoup, cela est vrai, penseront ainsi ; mais il n'est pas sûr que ce soit le cas général ; de toute façon est-il sage de laisser la question se poser ?

Les régimes démocratiques n'ont pas d'alternative : ils doivent accélérer le rythme de croissance et l'ascension du niveau de vie. Empêchés de recourir aux formes totalitaires,

ils n'ont d'autres ressources que de développer, au lieu de les laisser s'étioler, les avantages qu'ils ont, que n'ont pas, que ne peuvent avoir leurs rivaux. Ces avantages sont l'initiative privée et la possibilité d'entreprendre. Ils doivent en même temps corriger, au moins partiellement, les faiblesses inhérentes au système libéral, en renforçant les moyens que peut avoir l'Etat de guider et de coordonner l'économie — sans avoir recours à la contrainte.

Renoncer à ces objectifs, se détourner des moyens propres à y parvenir, signifient la stagnation économique, la régression même, et à plus ou moins long terme, la mise en déchéance de nos institutions.